

Historique des amnisties collectives en Syrie (2011-2022)

Khaled MEBARKI (ANR SHAKK)

Le présent tableau est une recension exhaustive de toutes les amnisties générales, civile et/ou militaires accordées par le régime syrien depuis 2011. Ces amnisties prennent la forme de "décrets législatifs" qui sont en réalité des décrets présidentiels. Selon la Constitution syrienne de 2011, ce gouvernement par décret doit être exceptionnel (article 113), néanmoins ces décrets sont privilégiés par le pouvoir pour gouverner et asseoir son autorité dans tous les domaines de la loi et notamment dans le cas d'espèce pour les grâces accordées par la présidence.

Sont relevées dans ce tableau les amnisties collectives, excluant les grâces particulières sur lesquelles très peu d'informations sont disponibles. Le nombre et les noms des prisonniers libérés, ou qui bénéficient de la réduction voir de la commutation de leur peine ne sont jamais communiqués. Il est globalement impossible de vérifier l'effectivité des mesures de grâce. Ce flou permet au régime de bénéficier des retombées positives des annonces de grâce tout en rendant impossible la vérification et la confirmation des mesures de libérations ou de réduction des peines. Les amnisties militaires concernent quant à elles les déserteurs de l'armée et les conscrits qui n'ont pas rejoint leur affectation. Le régime a utilisé ces grâces pendant les phases les plus critiques du conflit afin de ne pas démoraliser l'armée et de renforcer le nombre de soldats, une mobilisation alors vitale pour sa survie.

Les grâces accordées ont aussi pour but de renforcer l'image du régime par la clémence qu'il met en scène. Sont ainsi publiés des communiqués officiels évoquant une "réconciliation nationale" à laquelle tous les syriens sont appelés à participer pour peu qu'ils se repentent. En réalité, les grâces mises en scène sont utilisées pour extorquer financièrement les familles de prisonniers et réhabiliter un régime totalement décrédibilisé dans le monde mais aussi auprès du peuple syrien.

Cette synthèse a été réalisée dans le cadre d'un stage au sein du programme ANR SHAKK, sous la direction d'Anna Poujeau. Pour citer ce travail : Khaled MEBARKI 2022, « Résolutions politiques et juridiques du conflit syrien (2011-2022) », Carnets SHAKK, <https://shakk.hypotheses.org/reso/>, le 15 juillet 2022.

DATE DE PROMULGATION		RÉFÉRENCE DU DÉCRET D'AMNISTIE	TYPE	CONDITION(S)	NOMBRE OFFICIEL DE CONCERNÉS	CENTRE(S) DE DÉTENTION CONCERNÉ(S)	ÉLÉMENTS DE CONTEXTE
3 juillet	2011	Décret législatif 34/2011	Loi d'amnistie générale	Amnistie réduisant ou supprimant les peines de prison pour la plupart des crimes, mais elle exclut les personnes qui ont été accusées ou condamnées pour des délits de terrorisme.	10.433	Damas, Alep, Rif Dimachq, Idlib, Homs, Hama, Latakié, Tartous, Deraa, Swaida, Deir El Zor, Hasaké, Raqqa	Première année du conflit. Libération d'opposants radicaux afin de radicaliser in fine l'opposition syrienne dans son ensemble.
31 mai		Décret législatif 61/2011					
20 juin		Décret législatif 72/2011					
X		Décret législatif 124/2011	Loi d'amnistie militaire	Amnistie aux déserteurs militaires à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie et à ceux qui devaient effectuer leur service militaire obligatoire mais qui se sont abstenus de le faire.			Nécessité de remobiliser les militaires dans une période critique pour le régime et de forte hausse du nombre de déserteurs
Janvier	2012	Décret législatif 10/2012	Loi d'amnistie générale	X	X	X	Échecs du Plan Annan et de la médiation de la Ligue arabe
Mai		Décret législatif 71/2012	Loi d'amnistie générale	X	X	X	
16 avril	2013	Décret législatif 23/2013	Loi d'amnistie générale	Amnistie pour les crimes commis avant le 16 mai 2013	X	X	Au coeur d'une période de massacres contre les populations civiles (Houla), le régime veut montrer qu'il est de bonne volonté (médiation d'Annan)
30 octobre		Décret législatif 70/2013	Loi d'amnistie militaire	Amnistie aux déserteurs militaires à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie et à ceux qui devaient effectuer leur service militaire obligatoire mais qui se sont abstenus de le faire.	X	X	Offensive d'Alep (octobre-décembre 2013) et bataille de Qalamoun (2013-2014)
9 juin	2014	Décret législatif 22/2014	Loi d'amnistie générale	Amnistie pour les crimes commis avant le 9 juin 2014	638	Prison centrale de Damas (Adra), Alep, Deraa, Tartous et Idlib	Période d'escalade de la violence et de fortes offensives de la rébellion, deux semaines après la réélection d'Assad
X	2015	Décret législatif 4/2015	Loi d'amnistie générale	Spécifique aux crimes de contrebande.	X	X	Intervention américaine et renforcement des groupes terroristes.
25 juillet	2015	Décret législatif <u>32/2015</u>	Loi d'amnistie militaire	Amnistie aux déserteurs militaires à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie et à ceux qui devaient effectuer leur service militaire obligatoire mais qui se sont abstenus de le faire. Cette loi s'applique aux violations commises avant le 25 juillet 2015			Période de montée en puissance de Daech, prise de Palmyre, Une semaine après Aid el Fitr
17 février	2016	Décret législatif <u>8/2016</u>	Loi d'amnistie militaire	Amnistie aux déserteurs militaires à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie et à ceux qui devaient effectuer leur service militaire obligatoire mais qui se sont abstenus de le faire. Cette loi s'applique aux violations commises avant le 17 février 2016			Nécessité de remobiliser les militaires dans une période critique pour le régime et de forte hausse du nombre de déserteurs

DATE DE PROMULGATION	RÉFÉRENCE DU DÉCRET D'AMNESTIE	TYPE	CONDITION(S)	NOMBRE OFFICIEL DE CONCERNÉS	CENTRE(S) DE DÉTENTION CONCERNÉ(S)	ÉLÉMENTS DE CONTEXTE
28 juillet	Décret législatif <u>15/2016</u>	Loi d'amnistie générale	Accorde une amnistie aux combattants faisant reddition, déposant leurs armes, ainsi qu'aux ravisseurs qui libèrent leurs otages.			Montée en puissance de la Russie, 12 jours après l'Aid el Fitr
27 octobre	Décret législatif <u>32/2016</u>	Loi d'amnistie générale	Prolonge de trois mois la validité du décret législatif 15/2016			Reconquête de terrain par le régime notamment Deir el Zor
2 février	2017 Décret législatif <u>11/2017</u>	Loi d'amnistie générale	Proroge la loi d'amnistie générale prévue par le décret législatif 15/2016 jusqu'au 30 juin 2017.			Pourparlers d'Astana et de Genève
9 octobre	2018 Décret législatif <u>18/2018</u>	Loi d'amnistie militaire	Accorde une amnistie aux soldats de l'armée et des forces armées qui ont déserté leur poste et se sont soustraits au service militaire obligatoire.			Offensive sur Douma
14 septembre	2019 Décret législatif <u>20/2019</u>	Loi d'amnistie générale et militaire	Accorde une amnistie pour certains crimes commis avant le 14 septembre et gracie les réfractaires à l'armée s'ils se présentent au service dans un délai de trois à six mois. L'amnistie ne couvre pas les complots contre l'État ainsi que les infractions liées aux drogues et aux armes.	X	X	Offensive sur le nord ouest de la Syrie, frontière turque
23 mars	2020 Décret législatif 6/2020	Loi d'amnistie générale	Amnistie générale pour les crimes commis avant le 22 mars 2020. L'amnistie ne concerne pas les prisonniers condamnés pour contrebande d'armes ou trafic de drogue.	X	X	Les peines de mort seraient remplacées par des peines de prison à vie assorties de travaux forcés, tandis que les personnes condamnées à perpétuité purgeraient 20 ans de travaux forcés, selon le décret. Les détenus mineurs verront leur peine réduite de moitié. Les prisonniers souffrant de maladies incurables et ceux âgés de plus de 70 ans à compter de dimanche devaient être libérés.
	2021 Décret législatif 1/2021	Loi d'amnistie militaire	Amnistie des crimes de faux et d'usage de faux dans le cadre du service militaire			Nécessité de remobiliser les militaires pour défendre le régime
2 mai	2021 Décret législatif 13/2021	Loi d'amnistie générale	Amnistie générale pour divers crimes perpétrés avant le 2 mai 2021 , y compris pour les personnes condamnées pour des violations de la législation sur les devises.			Fait suite à la réélection d'Assad pour 4e mandat

DATE DE PROMULGATION	RÉFÉRENCE DU DÉCRET D'AMNESTIE	TYPE	CONDITION(S)	NOMBRE OFFICIEL DE CONCERNÉS	CENTRE(S) DE DÉTENTION CONCERNÉ(S)	ÉLÉMENTS DE CONTEXTE
2 mai 2022	Décret législatif 07/2022	Loi d'amnistie générale	Amnistie pour les "crimes terroristes" commis par des Syriens avant la date du 30 avril 2022 , toutes les notifications et procédures (recherche - arrestation - mise en examen) sont annulées, sauf si leurs actes ont causé la mort d'une personne ou si est prouvé leur affiliation continue avec des organisations terroristes ou avec des puissances étrangères."	Une centaine, de Damas et ses environs ; une quarantaine de natifs de Deraa.	Damas Sednaya / Deraa	Semble être une réaction aux révélations sur le massacre d'al-Tadamon. Certains détenus libérés ont passé plus de dix ans en prison. Veille de l'Aïd el fitr.